

**Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines  
(Allénation d'immeubles domaniaux)**

*Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923*

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

**Commune de Gerpinnes (ex-Acoz)**

Une parcelle de terrain de 5 a 39 ca, sise rue de la Figotterie, cadastrée ou l'ayant été section C, n<sup>os</sup> 25 h, 31 c et 31 T/4, pour une contenance de 5 a 70 ca, tenant ou ayant tenu au domaine de l'Etat (S.N.C.B.), à Blaszczyk, Jean, et à la rue de la Figotterie, ou représentants.

Plan de secteur : zone de parcs d'intérêt paysager.

Prix : 25 000 francs outre les frais.

Les réclamations éventuelles seront adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition d'immeubles à 6000 Charleroi, avenue des Alliés 14-18 (tél. 071/31 22 10). Référence : V 52001/2.

**Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen  
(Vervreemding van onroerende domeingoederen)**

*Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923*

De Belgische Staat is woonnemens uit de hand te verkopen :

**Gemeente Gerpinnes (vroeger Acoz)**

Een perceel grond van 5 a 39 ca, gelegen rue de la Figotterie, gekadastraerd of het geweest zijnde sèctie C, nrs. 25 h, 31 c en 31 T/4, voor een oppervlakte van 5 a 70 ca, palende of gepaald hebbende aan het staatsdomein (N.M.B.S.), aan Blaszczyk, Jean, en aan de « rue de la Figotterie », of vertegenwoordigers.

Gewestplan : landschappelijk waardevolle parkgebieden.

Prijs : 25 000 F, buiten de kosten.

De eventuele bezwaren dienen binnen één maand van dit bericht overgemaakt bij het Aankoopcomité te 6000 Charleroi, avenue des Alliés 14-18 (tel. 071/31 22 10). Verwijzing : V 52001/2.

**EXECUTIFS — EXECUTIEVEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE**

**12 OCTOBRE 1983. — Circulaire n<sup>o</sup> 83/12. — Erratum**

Moniteur belge, n<sup>o</sup> 200, du 15 octobre 1983, page 13059, in fine, il y a « Le Ministre-Président de l'Exécutif et de la Communauté française », il faut : « Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française ».

**MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE**

**Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire  
Direction provinciale. — Changement d'adresse**

La Direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire pour la partie de la province de Brabant correspondant à l'arrondissement de Nivelles, actuellement installée à 1040 Bruxelles, rue du Commerce 87, est transférée à partir du 26 septembre 1983 à l'adresse suivante :

Square Frère-Orban 10,  
3<sup>e</sup> étage,  
1040 Bruxelles,  
Numéro de téléphone 02/230 59 51.

Toute correspondance doit à partir de cette date être envoyée à M. le fonctionnaire délégué de la Direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire pour le Brabant wallon, à l'adresse ci-dessus.

Les jours et heures de visite, à savoir les mercredis de 9 h à 11 h 30 m et de 14 h à 16 h, sont maintenus.

**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

**Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening  
Provinciale directie. — Adreswijziging**

Vanaf 26 september 1983 wordt de Directie van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening van het deel van de provincie Brabant dat overeenkomt met het arrondissement Nijvel, thans gelegen Handelsstraat 87, 1040 Brussel, naar volgend adres overgebracht :

Frère-Orbansquare 10,  
3<sup>e</sup> verdieping,  
1040 Brussel,  
Telefoonnummer : 02/230 59 51.

Vanaf deze datum zal alle briefwisseling verzonden worden aan de heer gemachtigde ambtenaar van het Bestuur van de Stedebouw van Waals Brabant, op bovenstaand adres.

De bezoekdagen en -uren, met name elke woensdag van 9 u. tot 11 u. 30 m. en van 14 u. tot 16 u., worden behouden.

**RÉGION WALLONNE**

**27 OCTOBRE 1983. — Circulaire n<sup>o</sup> 101**

A tous les membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Région wallonne.

L'arrêté royal du 30 juin 1982 fixant les règles complémentaires pour le transfert des membres du personnel des Ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne à leur Exécutif respectif, prévoit notamment des dispositions permettant aux agents des Services de l'Exécutif de la Région wallonne de demander à être à nouveau affectés soit à leur Ministère d'origine ou à un autre Ministère traditionnel ou encore au Ministère de la Région bruxelloise, soit à être affectés aux Services de l'Exécutif de la Communauté française.

En sa séance du 4 octobre 1983, le Comité de Concertation Gouvernement-Exécutifs a fixé la date du début de la procédure dont il est question à l'alinéa précédent au 24 octobre 1983.

En pratique, les membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Région wallonne qui sont dans les conditions pour introduire une demande de permutation, et souhaitent le faire, doivent avant le 23 novembre 1983 :

1. compléter et remettre à leur supérieur hiérarchique l'annexe 1 de la circulaire reproduite ci-après;
2. compléter l'annexe 2 de la même circulaire et l'envoyer sous pli recommandé à M. J.M. Quintin, Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, square Frère-Orban 7 (5<sup>e</sup> étage), à 1040 Bruxelles.

Remarque importante.

La date de dépôt du pli recommandé destiné au Secrétaire général fera foi du respect de la date limite d'introduction des demandes qui ne peut être postérieure au 23 novembre 1983.

**Le Ministre-Président  
de la Région wallonne, chargé de l'Economie,**

**J.-M. Delhousse.**

**Objet : Permutation de membres du personnel du Ministère de la Région bruxelloise et des services des Exécutifs avec des membres du personnel des ministères traditionnels**

Des membres du personnel ont été désignés — d'office ou sur demande — pour le Ministère de la Région bruxelloise ou ont été transférés aux services de l'Exécutif flamand, de l'Exécutif de la Communauté française ou de l'Exécutif régional wallon.

La réglementation prévoit tant pour les premiers que pour les seconds la possibilité d'un retour à un Ministère traditionnel, ou d'une autre désignation dans les services d'un autre Exécutif par le procédé de la permutation des membres du personnel ou de la désignation sur un emploi vacant dans le Ministère traditionnel d'origine (1).

Ces permutations ne pouvaient toutefois commencer qu'après la fixation du siège du nouvel organisme administratif.

L'Exécutif flamand a fixé le siège de ses services centraux à Bruxelles (*Moniteur belge* du 29 septembre 1983).

L'Exécutif de la Communauté française a fixé le siège de ses services à Bruxelles (*Moniteur belge* du 6 août 1983).

L'Exécutif régional wallon a fixé le siège de ses services centraux à Namur (*Moniteur belge* du 26 août 1983).

Par arrêté royal du 16 septembre 1983, le siège du Ministère de la Région bruxelloise et de ses services est établi à Bruxelles (*Moniteur belge* du 5 octobre 1983).

Pour pouvoir entamer la procédure de permutation, il fallait encore fixer la date de début de la période de trente jours durant laquelle les membres du personnel peuvent faire une demande de permutation. Par les deux arrêtés royaux du 5 octobre 1983 cette date a été fixée au 24 octobre 1983 (*Moniteur belge* du 18 octobre 1983), tant pour le Ministère de la Région bruxelloise que pour les services des trois Exécutifs. Concrètement, ceci signifie que les intéressés disposent au plus tard jusqu'au 23 novembre 1983 pour introduire leur demande.

**Qui peut faire une telle demande?**

D'une part, la permutation peut être demandée par tous les membres du personnel qui ont été désigné, d'office ou à leur demande, pour un des quatre nouveaux ministères en vertu de l'arrêté royal coordonné du 24 novembre 1981, à condition qu'ils n'aient obtenu aucune promotion ni aucun changement de grade dans ce nouveau ministère ou dans les services de l'Exécutif. (On fait une exception pour la promotion selon le principe de la carrière plane).

D'autre part, la permutation peut être demandée par tous les membres du personnel des ministères traditionnels sans distinction.

**Ne peuvent introduire une telle demande :**

- des membres du personnel auxiliaire qui n'ont pas été recrutés à un emploi du cadre organique ou temporaire;
- des jeunes recrutés pour un stage légal;
- des membres du personnel d'un cadre spécial temporaire;
- des chômeurs mis au travail.

Les membres du personnel doivent utiliser le formulaire annexé à la présente circulaire. Ils mentionneront dans leur demande, selon le cas, le ou les ministères au(x)quel(s) ils souhaitent retourner et/ou le Ministère de la Région bruxelloise et/ou les services de l'Exécutif ou des Exécutifs pour le(s)quel(s) ils souhaitent être désignés. Le cas échéant, ils mentionneront leur ordre de préférence.

Les demandes doivent être adressées au Premier Ministre en deux exemplaires, l'une par la voie hiérarchique et l'autre par recommandé auprès du Secrétaire général. Elles restent valables jusqu'à ce que les demandeurs aient obtenu satisfaction, aient révoqué leur demande ou aient obtenu une promotion ou un changement de grade (à l'exception de la promotion selon le principe de la carrière plane).

Dans l'intérêt du service, la demande d'un membre du personnel occupant un grade du niveau 1 ou un grade d'un niveau inférieur pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial est requis, peut être bloquée durant trois ans au maximum. L'intéressé doit être informé de cette décision. S'il occupe un grade du rang 10 ou inférieur, il peut introduire un recours contre cette décision auprès de la commission de recours instituée auprès des Services du Premier Ministre dans les trente jours de la notification de cette décision. (Arrêté ministériel du 5 mars 1980, modifié par l'arrêté ministériel du 13 octobre 1983).

Le recours est envoyé par recommandé à la « Commission de recours » (A.M. du 5 mars 1980), Service d'Administration générale, Cité administrative de l'Etat, quartier Esplanade 2, 1010 Bruxelles.

La décision de la Commission est sans appel.

Le Premier Ministre est chargé de veiller à la réalisation concrète des permutations. Pour ce faire, il dressera des deux côtés, par grade et par rôle linguistique, des listes d'attente des demandeurs et il classera les intéressés selon les critères fixés par l'arrêté royal à appliquer. Il publiera ces listes au *Moniteur belge*.

Les permutations se feront, suivant l'ordre de ces listes, entre les membres du personnel du même grade et du même rôle linguistique et dans le respect des exigences particulières fixées pour l'occupation des emplois concernés.

Le Premier Ministre communique les noms des membres du personnel permutable aux ministères concernés d'une part, et au Ministre de la Région bruxelloise ou de l'Exécutif concerné d'autre part. Les permutations qui concernent la Région bruxelloise s'effectueront par un arrêté promulgué conjointement par les ministres. Lorsque les permutations concernent un Exécutif, cet Exécutif et le Ministre concerné promulguent, chacun pour ce qui le concerne, simultanément un arrêté portant la nouvelle désignation.

Les membres du personnel ainsi permutés doivent occuper leur nouvel emploi dans les trente jours suivant la notification de la nouvelle désignation.

Si les listes d'attente ne comportent plus de candidat adéquat à la permutation, les membres du personnel qui ont été transférés sont affectés dans leur ministère traditionnel d'origine à un emploi vacant correspondant à leur grade s'ils ont désigné ce ministère dans leur demande.

Les membres du personnel souhaitant obtenir une permutation sont dès lors invités à introduire leur demande en double exemplaire et simultanément, l'un par la voie hiérarchique, l'autre par recommandé auprès du Secrétaire général (ou à défaut l'Administrateur général ou le Directeur général), la date du dépôt de l'envoi recommandé faisant foi. Ce dépôt doit être fait dans les meilleurs délais et au plus tard le 23 novembre 1983. Les formulaires ci-annexés seront utilisés.

1) — Pour les membres du personnel du Ministère de la Région bruxelloise : voir l'arrêté royal réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, coordonné le 24 novembre 1981, les articles 4 et suivants.  
— Pour les membres du personnel des services des Exécutifs : voir l'arrêté royal du 30 juin 1982 fixant les règles complémentaires pour le transfert des membres du personnel des ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne à leur Exécutif respectif, articles 4 et suivants.  
— La brochure gouvernementale sur « les Ministères des Communautés et des Régions » (septembre 1982) explicite cette troisième opération prévue dans le cadre de la restructuration de l'Administration (brochure en vente au *Moniteur belge*, rue de Louvain 40, 1000 Bruxelles — 100 F).

Exemplaire à transmettre par la voie hiérarchique

## DEMANDE DE PERMUTATION

Dans le cadre de l'arrêté royal coordonné du 24 novembre 1981 ou de l'arrêté royal du 30 juin 1982 (article 4, §§ 2 et 3)

Nom et prénoms : .....

Adresse : .....

Date de naissance : .....

Ministère ou services de l'Exécutif où le demandeur travaille en ce moment : .....

Ministère d'origine (pour les agents transférés) : .....

Grade : .....

Rôle linguistique ou régime linguistique : ..... Niveau : .....

Qualité : définitif, stagiaire, temporaire ou contractuel (1) .....

Ancienneté de service : ..... A; ..... M

Ancienneté de grade : ..... A; ..... M

Date d'entrée en service dans un ministère dans un emploi } : (2) : .....  
à temps plein sans interruption volontaire ..... }

Le soussigné demande à être affecté au (3) .....

Date : .....

Signature : .....

Le soussigné, chef du service du personnel, confirme que les données précitées sont exactes.

Date : .....

Grade et signature :

(cachet du service)

Opposition ministérielle éventuelle

(1) Bliffer les mentions inutiles.

(2) Uniquement pour les membres du personnel non nommés à titre définitif.

(3) Mentionner le ou les ministères traditionnels au(x)quel(s) on désire être affecté et/ou le ministère de la Région bruxelloise et/ou les services de l'Exécutif ou des Exécutifs pour le(s)quel(s) on désire être désigné, le cas échéant selon l'ordre de préférence.

Annexe 2

Exemplaire à envoyer par recommandé au Secrétaire général (adresse)

## DEMANDE DE PERMUTATION

Dans le cadre de l'arrêté royal coordonné du 24 novembre 1981 ou de l'arrêté royal du 30 juin 1982 (article 4, §§ 2 et 3)

Nom et prénoms : .....

Adresse : .....

Date de naissance : .....

Ministère ou services de l'Exécutif où le demandeur travaille en ce moment : .....

Ministère d'origine (pour les agents transférés) : .....

Grade : .....

Rôle linguistique ou régime linguistique : ..... Niveau : .....

Qualité : définitif, stagiaire, temporaire ou contractuel (1)

Ancienneté de service : ..... A; ..... M

Ancienneté de grade : ..... A; ..... M

Date d'entrée en service dans un ministère dans un emploi } : (2) : .....  
à temps plein sans interruption volontaire

Le soussigné demande à être affecté au (3) .....

Date : .....

Signature :

Le soussigné, chef du service du personnel, confirme que les données précitées sont exactes.

Date : .....

Grade et signature :

(cachet du service)

Opposition ministérielle éventuelle

(1) Biffer les mentions inutiles.

(2) Uniquement pour les membres du personnel non nommés à titre définitif.

(3) Mentionner le ou les ministères traditionnels au(x)quel(s) on désire être affecté et/ou le ministère de la Région bruxelloise et/ou les services de l'Exécutif ou des Exécutifs pour le(s)quel(s) on désire être désigné, de cas échéant selon l'ordre de préférence.

## WALLONISCHE REGION

17. OKTOBER 1983 — Rundschreiben Nr. 101

An alle Mitglieder des Personals der Dienststellen der Exekutive der Wallonischen Region

Im Königlichen Erlass vom 30. Juni 1982 zur Festlegung der Ergänzungsregeln für die Versetzung der Mitglieder des Personals der Ministerien der Französischen Gemeinschaft, der Flämischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region in ihre jeweilige Exekutive sind insbesondere Bestimmungen vorgesehen, aufgrund derer die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive beantragen können, erneut entweder ihrem ursprünglichen Ministerium oder einem anderen herkömmlichen Ministerium oder noch dem Ministerium der Brüsseler Region oder den Dienststellen der Exekutive der Französischen Gemeinschaft zugewiesen zu werden.

Der Ausschuss zwecks Konkretisierung zwischen der Regierung und den Exekutiven hat in seiner Sitzung vom 4. Oktober 1983 das Datum für den Anfang des im vorangehenden Absatz erwähnten Verfahrens auf den 24. Oktober 1983 festgelegt.

In der Praxis müssen die Mitglieder des Personals der Dienststellen der Exekutive der Wallonischen Region, die die Bedingungen für die Einreichung eines Antrags auf Stellenaustausch erfüllen und dies auch tun wollen, vor dem 23. November 1983 :

1. den Anhang 1 zu folgenden Rundschreiben ausfüllen und ihn bei ihrem Vorgesetzten abgeben;

2. den Anhang 2 zu demselben Rundschreiben ausfüllen und ihn per Einschreibebrief an den Herrn Generalsekretär QUINTIN, Square Frère Orban 7 (5. Etage) in 1040 Brüssel senden.

## Wichtige Bemerkung :

Der Tag, an dem der für den Generalsekretär bestimmte Einschreibebrief aufgegeben wird, ist massgebend für die Einhaltung des äussersten Termins für die Einreichung des Antrags. Dieser Termin ist auf den 23. November 1983 festgesetzt.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region :

J.M. DEHOUSSE

Betrifft : Austausch von Mitgliedern des Personals des Ministeriums der Brüsseler Region und der Dienststellen der Exekutiven gegen Mitglieder der Personals der herkömmlichen Ministerien

Es wurden Personalmitglieder von Amts wegen oder auf ihren Antrag hin für das Ministerium der Brüsseler Region bestellt oder in die Dienststellen der Flämischen Exekutive, der Exekutive der Französischen Gemeinschaft oder der Wallonischen Regionalexekutive versetzt. In der Regelung ist sowohl für die einen als auch für die anderen die Möglichkeit einer Rückkehr in ein herkömmliches Ministerium oder einer Bestellung in den Dienststellen einer anderen Exekutive vorgesehen, und zwar durch das Verfahren des Austauschs von Personalmitgliedern oder der Bestellung für eine offene Stelle im herkömmlichen, ursprünglichen Ministerium (1)

Diese Austausche konnten jedoch erst nach der Festlegung des Sitzes des neuen Verwaltungsorgans beginnen.

Die Flämische Exekutive hat den Sitz ihrer Zentraldienststellen in Brüssel festgelegt (*Belgisches Staatsblatt* vom 29. September 1983).

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft hat den Sitz ihrer Zentraldienststellen in Brüssel festgelegt (*Belgisches Staatsblatt* vom 6. August 1983).

(1) Für die Mitglieder des Personals des Ministeriums der Brüsseler Region : siehe Artikel 4 und folgende des am 24. November 1981 koordinierten Königlichen Erlasses zur Regelung der Versetzung der Personalmitglieder in die vier Ministerien der Gemeinschaften und der Regionen.

Für die Mitglieder des Personals der Dienststellen der Exekutiven : siehe Artikel 4 und folgende des Königlichen Erlasses vom 30. Juni 1982 zur Festlegung der Ergänzungsregeln für die Versetzung der Mitglieder des Personals der Ministerien der Französischen Gemeinschaft, der Flämischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region in ihre jeweilige Exekutive.

Der Regierungsbroschüre über « die Ministerien der Gemeinschaften und der Regionen » (September 1982) gibt Erläuterungen zu dieser im Rahmen der Umstrukturierung der Verwaltung vorgesehenen « dritten Phase » (Broschüre bei dem *Belgisches Staatsblatt*, rue de Louvain 40, 1000 Brüssel, zum Verkauf angeboten - BF 100).

Die Wallonische Regionalexekutive hat den Sitz ihrer Zentraldienststellen in Namür festgelegt (*Belgisches Staatsblatt* vom 26. August 1983).

Durch Königlichen Erlass vom 16. September 1983 ist der Sitz des Ministeriums der Brüsseler Region und seiner Dienststellen in Brüssel festgelegt (*Belgisches Staatsblatt* vom 5. Oktober 1983).

Um mit dem Austausch-Verfahren beginnen zu können, musste noch der Tag für den Beginn der Zeitspanne von dreissig Tagen, während der die Personalmitglieder einen Antrag auf Austausch einreichen können, festgelegt werden. Durch die zwei Königlichen Erlasse vom 5. Oktober 1983 wurde dieser Tag sowohl für das Ministerium der Brüsseler Region als auch für die Dienststellen der drei Exekutiven auf den 24. Oktober 1983 festgelegt (*Belgisches Staatsblatt* vom 13. Oktober 1983). Konkret bedeutet dies, dass die Betreffenden ihren Antrag spätestens bis zum 23. November 1983 eingereicht haben müssen.

Wer darf einen solchen Antrag einreichen?

Einerseits kann der Austausch von allen Personalmitgliedern beantragt werden, die von Amts wegen oder auf ihren Antrag hin aufgrund des am 24. November 1981 koordinierten Königlichen Erlasses für eines der vier neuen Ministerien bestellt wurden, und zwar unter der Bedingung, dass sie in diesem neuen Ministerium oder in den Dienststellen der Exekutive weder befördert worden sind noch den Grad gewechselt haben. (Für die Beförderung nach dem Prinzip der ebenen Laufbahn wird eine Ausnahme gemacht).

Andererseits kann der Austausch unterschiedslos von allen Mitgliedern des Personals der herkömmlichen Ministerien beantragt werden.

Dürfen einen solchen Antrag nicht einreichen :

- Mitglieder des Hilfspersonals, die nicht zu einer Stelle des Grund- oder zeitweiligen Stellenplans angeworben wurden;
- junge Leute, die für ein gesetzliches Praktikum angeworben wurden;
- Mitglieder des Personals des zeitweiligen Sonderstellenplans;
- beschäftigte Arbeitslose.

Die Mitglieder des Personals müssen das dem vorliegenden Rundschreiben beigefügte Formular benutzen. In ihrem Antrag sollen sie je nach Fall das oder die Ministerien erwähnen in das/die sie zurückkehren wollen, und/oder das Ministerium der Brüsseler Region und/oder die Dienststellen der Exekutive(n), für die sie bestellt werden wollen. Gegebenenfalls sollen sie die von ihnen bevorzugte Reihenfolge angeben.

Die Anträge müssen dem Premierminister in zwei Ausfertigungen übermittelt werden, und zwar eine auf dem Dienstweg und die andere per Einschreibebrief an den Generalsekretär. Sie bleiben solange gültig bis ihnen stattgegeben wurde oder die Antragsteller ihren Antrag zurückgenommen haben oder eine Beförderung oder Änderung des Grades erhalten haben (mit Ausnahme der Beförderung nach dem Prinzip der ebenen Laufbahn).

Im Interesse des Dienstes kann der Antrag eines Personalmitgliedes, das einen Grad des Niveaus 1 oder einen Grad eines niedrigeren Niveaus innehat, für den eine Sonderqualifikation oder ein Sonderdiplom verlangt wird, während höchstens dreier Jahre blockiert werden. Der Betreffende muss über diesen Beschluss benachrichtigt werden. Wenn er einen Grad des Ranges 10 oder eines niedrigeren Ranges bekleidet, kann er innerhalb 30 Tagen nach der Zustellung dieses Beschlusses bei dem Berufungsausschuss, der bei den Dienststellen des Premierministers eingesetzt ist, dagegen Beschwerde einlegen. (Ministerialerlass vom 5 März 1980, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 13. Oktober 1983).

Diese Beschwerde wird dem « Berufungsausschuss » (B.S. vom 5. März 1980), Dienststelle der Allgemeinen Verwaltung, Cité administrative de l'Etat, Quartier Esplanade 2, 1010 Brüssel per Einschreibebrief übermittelt. Der Beschluss des Ausschusses ist unwiderruflich.

Der Premierminister ist mit der konkreten Durchführung der Austausche beauftragt. Zu diesem Zweck stellt er für beide Seiten nach Grad und nach Sprachrolle Wartelisten mit den Namen der Antragsteller auf, und er ordnet die Betreffenden nach den Kriterien, die durch den anzuwendenden Königlichen Erlass festgelegt sind. Diese Listen gibt er im Belgischen Staatsblatt bekannt.

Die Austausche erfolgen gemäss der Reihenfolge dieser Listen zwischen Personalmitgliedern desselben Grades und derselben Sprachrolle und unter Beachtung der besonderen Erfordernisse, die für die Besetzung der betreffenden Stellen festgelegt sind.

Der Premierminister teilt die Namen der austauschbaren Personalmitglieder einerseits den betreffenden Ministerien und andererseits dem Minister der Brüsseler Region oder der betreffenden Exekutive mit. Die Austausche, die die Brüsseler Region betreffen, erfolgen durch einen Erlass, der gemeinsam von den Ministern verkündet wird. Wenn diese Austausche eine Exekutive betreffen, verkünden diese Exekutive und der betreffende Minister, jeder für das, was ihn betrifft, gleichzeitig einen Erlass, der diese neue Bestellung beinhaltet.

Die auf diese Weise ausgetauschten Personalmitglieder müssen ihre neue Stelle innerhalb dreissig Tagen nach der Zustellung der neuen Bestellung besetzen.

Wenn auf den Wartelisten kein passender Kandidat für den Austausch mehr steht, wird den versetzten Personalmitgliedern in ihrem herkömmlichen, ursprünglichen Ministerium eine ihrem Grad entsprechende freie Stelle zugewiesen, wenn sie dieses Ministerium in ihrem Antrag angegeben haben.

Die Personalmitglieder, die einen Stellentausch erhalten möchten, werden demzufolge aufgefordert, ihren Antrag in doppelter Ausfertigung einzureichen. Die zwei Exemplare sollen gleichzeitig übermittelt werden, und zwar das eine auf dem Dienstweg und das andere per Einschreibebrief an den Generalsekretär (oder gegebenenfalls an den Generalverwalter oder den Generaldirektor). Dabei ist der Tag massgebend, an dem der Einschreibebrief abgegeben wurde.

Der Antrag muss so schnell wie möglich und spätestens am 23. November 1983 bei der Post eingeschrieben sein. Die beiliegenden Formulare müssen benutzt werden.

Auf dem Dienstweg zu übermittelndes Exemplar

## ANTRAG AUF STELLENTAUSCH

Im Rahmen des am 24. November 1981 koordinierten Königlichen Erlasses oder des Königlichen Erlasses vom 30. Juni 1982 (Artikel 4, §§ 2 und 3)

Name und Vornamen : .....

Adresse : .....

Geburtsdatum : .....

Ministerium oder Dienststellen der Exekutive, in dem (denen) der Antragsteller zur Zeit arbeitet : .....

Ursprüngliches Ministerium (für die versetzten Bediensteten) : .....

Grad : .....

Sprachrolle oder Sprachenregelung : ..... Niveau : .....

Eigenschaft : endgültig ernanntes Personalmitglied, Praktikant,  
zeitweiliges Personalmitglied oder Personalmitglied unter Vertrag (1)

Dienalter : ..... J; ..... M

Gradalter : ..... J; ..... M

Tag des Dienstantritts bei einem Ministerium für eine Vollzeit-  
beschäftigung ohne freiwillige Unterbrechung ..... ] : (2) : .....

Der Unterzeichnete beantragt, ..... (3) zugewiesen zu werden.

Datum : .....

Unterschrift : .....

Der Unterzeichnete, Chef des Personaldienstes, bestätigt die  
Richtigkeit der vorangehenden Angaben.

Datum :

Unterschrift :

(Stempel der Dienststelle)

Möglicher ministerieller Einwand

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Nur für die Personalmitglieder, die nicht endgültig ernannt sind.

(3) Das oder die Ministerium(rien) angeben, dem/denen man zugewiesen werden will und/oder das Ministerium der Brüsseler Region und/oder die Dienststellen der Exekutive(n) angeben, für die man bestellt werden will. Gegebenenfalls die bevorzugte Reihenfolge angeben.

Exemplar, das dem Generalsekretär (Adresse) per Einschreibebrief zuzustellen ist

ANTRAG AUF STELLENTAUSCH

Im Rahmen des am 24. November 1981 koordinierten Königlichen Erlasses oder des Königlichen Erlasses vom 30. Juni 1982 (Artikel 4, §§ 2 und 3)

Name und Vornamen : .....

Adresse : .....

Geburtsdatum : .....

Ministerium oder Dienststellen der Exekutive, in dem (denen) der Antragsteller zur Zeit arbeitet : .....

.....

Ursprüngliches Ministerium (für die versetzten Bediensteten) : .....

Grad : .....

Sprachrolle oder Sprachenregelung : ..... Niveau : .....

Eigenschaft : endgültig ernanntes Personalmitglied, Praktikant,  
zeitweiliges Personalmitglied oder Personalmitglied unter Vertrag (1)

Dienstalter : ..... J; ..... M

Gradalter : ..... J; ..... M

Tag des Dienstantritts bei einem Ministerium für eine Vollzeit-  
beschäftigung ohne freiwillige Unterbrechung ..... ] : (2) : .....

Der Unterzeichnete beantragt, .....

..... (3) zugewiesen zu werden.

Datum : .....

Unterschrift :

<p>Der Unterzeichnete, Chef des Personaldienstes, bestätigt die Richtigkeit der vorangehenden Angaben.</p> <p>Datum :</p> <p>Unterschrift :</p> <p>(Stempel der Dienststelle)</p>	<p>Möglicher ministerieller Einwand</p>
---	---

(1) Unzutreffendes bitte streichen.  
 (2) Nur für die Personalmitglieder, die nicht endgültig ernannt sind.  
 (3) Das oder die Ministerium(rien) angeben, dem/denen man zugewiesen werden will und/oder das Ministerium der Brüsseler Region und/oder die Dienststellen der Exekutive(n) angeben, für die man bestellt werden will. Gegebenenfalls die bevorzugte Reihenfolge angeben.